

CUADERNILLOS JURÍDICOS

Texto: Comité Jurídico de la Cámara Franco-Española
Tfno. 91 307 21 00 - www.lachambre.es

La rémunération des administrateurs des sociétés commerciales

La rémunération des administrateurs des sociétés commerciales a été, au cours des dernières années, un des sujets les plus polémiques du droit des sociétés. Et ceci, à cause de quelques décisions adoptées par la Direction Générale des Registres et du Notariat et de la jurisprudence du Tribunal Suprême dans l'interprétation des normes applicables.

Dans ce sens, cette étude révisé de façon très sommaire le régime légal applicable ainsi que quelques-unes des situations les plus délicates générées par la jurisprudence en question.

Régime légal

En vertu de l'article 217 de la Loi des Sociétés de Capital (LSC) (anciens articles 130 de la LSA et 66 LSRL), le poste d'administrateur est gratuit à moins que les statuts sociaux indiquent le contraire. En conséquence, il faut partir d'une présomption de gratuité et n'importe quelle omission du caractère rémunéré du poste implique nécessairement que l'administrateur n'a pas le droit de percevoir une rémunération en contrepartie des fonctions exercées.

Inversement, dans les cas où les statuts auront fixé de façon expresse une rémunération pour le poste d'administrateur, l'administrateur aura le droit de percevoir une rémunération en contrepartie des fonctions exercées.

Publicité de la rémunération des administrateurs

Comme indiqué ci-dessus, la décision de rémunérer ou pas les administrateurs devra être incluse dans les statuts au moment de la constitution ou faire l'objet d'une modification statutaire s'il est décidé de changer le régime de rémunération. Ceci implique l'accord unanime des associés fondateurs au moment de la constitution ou l'approbation par l'assemblée générale conformément aux règles de majorité établies pour le changement des statuts. De même, les conditions formelles pour ce type d'accord devront être remplies (publication, inscription au Registre du Commerce correspondant). Il faut signaler que l'obligation de faire mention de la rémunération des administrateurs dans les statuts de la société suppose, d'une part, de s'assurer que les futurs actionnaires ou associés soient informés sur la situation exacte en ce qui concerne la rémunération des administrateurs et, d'autre part, cela oblige les deux parties (le conseil d'administration et les associés/actionnaires) à respecter ce qui a été accordé jusqu'à ce qu'un autre changement statutaire se produise. C'est-à-dire, que les décisions sur la rémunération des administrateurs ont une vocation de permanence puisque tout changement suppose une modification statutaire, ceci n'étant pas une question simple s'il n'existe pas d'associés ayant une majorité (ou tout) le capital social.

Nonobstant, le système de "publicité" sur la rémunération des administrateurs va un peu plus loin puisque en plus de la publicité statutaire, il faudra aussi indiquer le montant destiné à la rémunération des administrateurs dans la mémoire explicative du bilan et du compte de résultats de la société, et ceci indépendamment du fait qu'elle soit formulée de façon ordinaire ou simplifiée.

De cette façon, non seulement il est établi dans les statuts une règle générale (rémunération des administrateurs) mais aussi il faudra informer chaque année du montant exact que représente cette rémunération.

sinergias

La retribución de los administradores de las sociedades mercantiles

La retribución de los administradores de las sociedades mercantiles ha sido uno de los temas más polémicos de la práctica societaria en los últimos años, en parte debido a algunas resoluciones de la Dirección General de los Registros y del Notariado así como a la jurisprudencia del Tribunal Supremo que se han ocupado de interpretar las normas aplicables.

En este sentido, el presente trabajo hace un repaso muy somero del régimen legal así como de algunas de las situaciones más delicadas que ha generado la referida jurisprudencia.

Régimen legal

De acuerdo con el artículo 217 de la Ley de Sociedades de Capital (LSC) (antiguos artículos 130 de la LSA y 66 LSRL), el cargo de administrador es gratuito, a menos que los estatutos sociales establezcan lo contrario. Por lo tanto, se parte de una presunción de gratuidad, por lo que cualquier omisión al carácter retribuido del cargo implica necesariamente que el administrador no tiene derecho a percibir remuneración alguna por el desempeño de sus funciones.

Por el contrario, en aquellos casos en los que los estatutos fijen de manera expresa que el cargo de administrador será remunerado surgirá el derecho del administrador a percibir honorarios por el desarrollo de sus funciones.

Publicidad de la remuneración de administradores.

Como se ha apuntado anteriormente, la decisión de remunerar o no a los administradores requerirá su inclusión en estatutos al momento de la constitución o una modificación estatutaria si se decide cambiar el régimen de remuneración, lo que implica o el acuerdo unánime de los socios constituyentes al momento de la constitución o la necesaria aprobación por parte de la junta general de acuerdo con las mayorías establecidas para el cambio de estatutos. Asimismo, se deberá dar cumplimiento a los requisitos formales para este tipo de acuerdos (elevación a público e inscripción en el Registro Mercantil correspondiente).

Cabe señalar que la exigencia de reflejar en los estatutos de la sociedad la remuneración de los administradores supone, por un lado, el asegurarse que los futuros accionistas o socios estén informados sobre la exacta situación en lo relativo a la remuneración de administradores y por otro, se consigue obligar a ambos (al órgano de administración y a los socios/accionistas) a pasar por lo acordado hasta que se produzca otro cambio estatutario. Es decir, que las decisiones sobre la remuneración de administradores suelen tener cierta vocation de permanencia dado que el cambio supone una modificación estatutaria lo que no es precisamente una cuestión sencilla si no existen socios que tengan la mayoría (o todo) el capital social.

No obstante, el sistema de "publicidad" sobre la remuneración de administradores va un poco más allá dado que además de la publicidad estatutaria, se obliga también a consignar el importe de las partidas correspondientes a la remuneración de administradores en la memoria explicativa del balance y cuenta de pérdidas y ganancias de la sociedad, tanto si se formula de forma ordinaria como si se formula de manera abreviada.

De esta manera, no sólo se establece en los estatutos una norma general (remuneración de administradores) sino que cada año se debe informar sobre la cantidad exacta que dicha remuneración ha supuesto.

Formes et types de rémunération

Une fois qu'il aura été décidé que le poste d'administrateur est rémunéré, apparaît le problème de comment fixer la rémunération dans les statuts tout en respectant les règles établies par la loi et les différentes décisions de la Direction Générale des Registres et du Notariat. Dans ce sens, il faut faire mention au fait que, par règle générale, il n'est pas exigé que le montant rémunéré soit fixé « à l'euro près » dans les statuts mais qu'il peut être décidé par l'assemblée générale dans le cadre de ses compétences.

Dans n'importe quel cas, les différentes formes de rémunération peuvent être résumées de la façon suivante :

1.- Rémunération fixe. Dans le cas d'opter pour cette modalité, les statuts sociaux devront préciser le montant qu'il va être payé ou, de façon alternative, les paramètres ou critères sur la base desquels le montant devra être calculé.

2.- Rémunération variable. Les administrateurs pourront percevoir une quantité variable laquelle équivaudra à une participation dans le bénéfice liquide, une fois remplis les conditions légales et statutaires, les droits des titulaires d'actions sans droit de vote, des fondateurs ou des promoteurs et satisfait le dividende minimum des actionnaires du 4% ou le plus haut fixé par les statuts.

3.- Autres formes de rémunération. Cette liste n'est pas exhaustive mais les administrateurs pourront être rémunérés de diverses façons :

(i) Rémunération en nature. Les administrateurs pourront recevoir des biens ou de droits au lieu d'un montant d'argent (fixe ou variable). Dans ce sens, il est souvent accordé des actions ou des options sur des actions (connues comme *stock option plans*).

Dans ce cas, les administrateurs pourront recevoir une quantité déterminée d'actions ou la possibilité d'acquérir des options sur actions à un prix déterminé qui pourra être exécutée si les conditions préalablement fixées ont été remplies.

Une autre option serait la création de plans de retraites, contrats d'assurances vies ou de santé. De même, il pourrait tout simplement être accordé l'utilisation d'une voiture de société, logement de fonction, frais de scolarité de la famille, etc. Toutefois ce dernier cas est plus utilisé pour les personnes qui sont expatriées.

(ii) **Indemnités pour assistance.** Dans ce cas, il ne s'agit pas de rémunérer un résultat concret (Par exemple, l'obtention de bénéfices, augmentation de la facturation, croissance de l'entreprise ou expansion internationale) mais de rémunérer tout simplement le fait d'assister à certaines réunions du conseil d'administration ou des commissions déléguées ou exécutives.

Choix de la forme de rétribution

Par rapport aux différentes options de rémunération des administrateurs, il peut être décidé d'établir une seule forme ou plusieurs formes de façon cumulative. Ainsi, il est très important que le système de rétribution soit fixé de manière claire et indubitable, ne laissant pas de place à des imprécisions et en évitant n'importe quelle imprécision ou ambiguïté à ce sujet.

Ce petit détail (que les systèmes de rémunération peuvent être cumulatifs mais non pas alternatifs) a plus d'importance de ce qu'on croirait puisque notre Tribunal Suprême a été clair en empêchant tout idée arbitraire de la part de l'Assemblée générale au moment de fixer la rémunération des administrateurs. Dans ce sens, il est logique que, si bien il existe un système de publicité formelle concernant la rémunération des administrateurs pour garantir l'information des associés et des administrateurs, ce dernier soit renforcé pour empêcher n'importe quelle indétermination qui puisse affecter l'existence ou le montant de cette rémunération.

Par exemple, s'il est établi un système alternatif de rétribution fixe et de rétribution variable en fonction des bénéfices tout en laissant à l'assemblée générale le pouvoir de décider à la fin de chaque exercice, il est très probable que, si lors d'un exercice il y a des pertes, cette dernière s'incline pour le système variable (elle sera égale à 0) et, s'il y a des bénéfices très élevés,

Formas y tipos de retribución

Una vez se haya decidido que el cargo de administrador es retribuido, aparece el siguiente problema que es cómo plasmarlo en los estatutos de forma que cumpla con los requisitos establecidos tanto en la ley como en las distintas resoluciones de la Dirección General de los Registros y del Notariado. En este sentido, conviene apuntar que por regla general no se exige que la cantidad de la retribución venga fijada "al euro" en los estatutos sino que ésta puede ser concretada por la junta general en el ámbito de su competencia.

En cualquier caso, las distintas formas de retribución de administradores pueden resumirse de la siguiente forma:

1.- Retribución fija. En caso de optar por esta modalidad, es preciso que los estatutos sociales establezcan la cantidad que se va a pagar o, de forma alternativa, los parámetros o criterios sobre la base de los cuales se podrá calcular dicha cantidad.

2.- Retribución variable. Se podrá optar por establecer que los administradores percibirán una cantidad variable equivalente a una participación en el beneficio líquido, una vez cubiertas las atenciones legales y estatutarias y los derechos de los titulares de acciones sin voto, de los fundadores o de los promotores y el dividendo mínimo de los accionistas del 4% o el más alto fijado en estatutos.

3.- Otras formas de retribución. Si bien el presente listado no debe considerarse como exhaustivo, se podrá remunerar a los administradores de distintas formas como:

(i) **Retribución en especie.** A los administradores se les podrá ofrecer también una remuneración que no consista tanto en una cantidad de dinero (fija o variable) sino en la entrega bienes o derechos. En este sentido, destacan entre las demás la entrega de acciones u opciones sobre acciones (los conocidos como *stock option plans*).

En este caso, los administradores pueden recibir una cantidad determinada de acciones o la posibilidad de adquirir opciones sobre acciones a un precio predeterminado que podrá ejecutarse si se dan ciertos parámetros previamente establecidos.

Otra opción sería la creación de planes de pensiones, entrega de seguros de vida o de salud. Asimismo, se podría simplemente ofrecer el uso de un automóvil de empresa, cubrir los gastos de vivienda, escolarización de la familia, etc. si bien en este último caso normalmente se refiere a personas que desarrollan su labor como expatriados.

(ii) **Dietas por su asistencia.** En este caso, no se remunera tanto la obtención de un resultado concreto (p.ej. la obtención de beneficios, incrementos de facturación, crecimiento de la empresa o expansión internacional) sino que se remunera simplemente el hecho de asistir a determinadas reuniones, ya sea del consejo de administración o de comisiones delegadas o comisiones ejecutivas.

Elección de la forma de retribución

Con respecto a las diversas opciones en la forma de remunerar a los administradores, se puede decidir establecer una única forma o varias de forma cumulativa. Por lo tanto, es absolutamente imprescindible que el sistema retributivo se fije con la suficiente de manera clara e indubitada no dejando lugar a imprecisiones debiendo evitar cualquier indeterminación o ambigüedad al respecto.

Este pequeño matiz (que los sistemas retributivos puedan ser cumulativos pero no alternativos) tiene más importancia de la que parece pues nuestro Tribunal Supremo ha sido claro al impedir atisbo de arbitrariedad por parte de la junta general a la hora de determinar la remuneración de los administradores. En este sentido, es lógico que si se establece un sistema de publicidad formal con respecto a la retribución de administradores para garantizar la información, tanto de los socios como de los administradores, debe reforzarse impidiendo cualquier indeterminación que pueda precisamente afectar a la existencia o la cuantía de dicha retribución.



elle s'incline pour une rémunération fixe, qui peut être plus réduite. Dans d'autres mots, ni les associés ni les administrateurs pourront anticiper quel sera le coût/entrée dérivé du système de rétribution.

Différences dans la rémunération entre les différents membres de l'organe d'administration

Dans le cas où il existerait plus d'un administrateur, la question se pose de savoir s'il peut y avoir différents systèmes de rémunération en fonction du degré d'implication de chacun d'entre eux. A ce sujet, il est présumé, en principe, que tous les membres de l'organe d'administration auront une rémunération paritaire. C'est-à-dire, que tous auront la même rémunération. Cependant, il existe la possibilité d'établir différents types ou degrés de rémunération pour les membres de l'organe d'administration si certaines conditions sont remplies. Dans un premier temps, il est évident que cette « différence » devra être reflétée clairement dans les statuts sociaux de façon à éviter n'importe quelle situation arbitraire de la part de l'assemblée générale. Dans ce sens, on peut penser que du fait d'exercer une fonction spécifique (par exemple, Administrateur Délégué) une rémunération spéciale soit prévue de façon statutaire. D'autre part, ces différences dans la rémunération peuvent s'obtenir aussi de façon « indirecte » en établissant, par exemple, différentes commissions exécutives dans lesquelles ne soient pas présents tous les membres du conseil d'administration et fixer des indemnités pour l'assistance ou des rémunérations spécifiques du fait d'appartenir à ces commissions.

Dans tous les cas, il faut partir du principe que la différence dans la rémunération des membres du conseil d'administration ne pourra avoir lieu que si les fonctions des différents membres peuvent être distinguées clairement. Par contre, dans le cas de l'administration solidaire ou conjointe, il n'existe pas de différence dans les fonctions de chaque administrateur et il existe une présomption d'égalité entre les administrateurs.

Quelle a été la polémique

Si le régime légal est si clairement établi, il est normal qu'on se demande quelle est la polémique ou difficulté dans cette matière. D'une part, si bien il existe une certaine cohérence dans les décisions de la Direction Général des Registres et du Notariat, il existe certaine discordance au niveau des qualifications des différents registres.

D'autre part, peut-être la question la plus importante en matière de rémunération des administrateurs soit les deux arrêts du 13 novembre 2008 de la Chambre 3 du tribunal Suprême. Ces deux arrêts, quasiment identiques, font référence à deux exercices économiques de la société MAHOU et traitent, non pas les questions commerciales sociétaires, mais la déductibilité au regard de l'impôt sur les sociétés des charges relevant de la rémunération des administrateurs

Dans ce sens, ces arrêts disposent que la rétribution des administrateurs ne sera considérée comme une charge déductible, que quand elle sera fixée de façon concrète dans les statuts de la société. C'est précisément le degré de concrétisation « acceptable » qui a généré une certaine polémique. Il ressort des deux arrêts que ça devrait être spécifié avec toute précision. C'est-à-dire, que s'il existe un système variable, il ne pourra pas tout simplement établir un pourcentage maximum dans les bénéfices mais qu'il faudra prévoir un montant concret. Parallèlement, si la rémunération est fixe, cette dernière devra être aussi spécifiée de façon concrète.

Dans la mesure où dans la pratique quasiment aucune société ne prévoyait dans ses statuts un système de rémunération tellement concret et spécifique, ces deux arrêts ont provoqué un changement généralisé des statuts pour les adapter à la nouvelle situation.

Toutefois, cette position s'est « relâchée » à posteriori après avoir consulté à plusieurs reprises l'Administration Fiscale. Désormais, est considérée comme fiscalement déductible n'importe quelle rémunération perçue par un admi-

Por poner un ejemplo muy simple, si se establece un sistema alternativo de retribución fija y retribución variable dependiendo de beneficios dejándose al arbitrio de la junta general decidir al final de cada ejercicio, es muy probable que si un ejercicio hay pérdidas se decante por la retribución variable (que será igual a 0) y si hay unos beneficios muy elevados, se decida por la retribución fija, que suele ser más reducida. En otras palabras, ni los socios ni los administradores podrán anticipar cuál será el gasto/ingreso derivado del sistema de retribución.

Diferencias de retribución entre los distintos miembros del órgano de administración

En caso de existir más de un administrador se plantea el problema de si puede haber distintos sistemas retributivos dependiendo del grado de implicación o dedicación de cada uno de ellos. A este respecto, en principio, se presume que todos los miembros del órgano de administración tendrán una remuneración paritaria. Es decir, que todos serán remunerados por igual.

No obstante, cabría la posibilidad de establecer distintos tipos o grados de remuneración para los miembros del órgano de administración, siempre que se cumpla con ciertas premisas. En primer lugar, como es obvio, dicha "diferencia" deberá quedar muy claramente reflejada en los estatutos sociales de forma que se evite cualquier actuación arbitraria por parte de la junta general.

En este sentido, se puede pensar que por el desarrollo de una función específica (p.ej. Consejero Delegado) se establezca estatutariamente una remuneración especial. Por otra parte, esas diferencias en la remuneración pueden obtenerse también de forma "indirecta" al establecer, por ejemplo, diversas comisiones ejecutivas en las que no todos los miembros del órgano de administración estén presentes y determinar dietas por asistencia o remuneraciones específicas por pertenecer a dichos comités.

En todo caso, hay que partir de la premisa que la diferencia retributiva entre los distintos miembros del órgano de administración sólo podrá darse en casos en los que exista un consejo de administración en el que se pueden distinguir de forma clara las diversas funciones que los miembros pueden llevar a cabo. Por el contrario, en el caso de administración solidaire o mancomunada, dado que no puede diferenciarse las funciones de cada uno de ellos, se presume la igualdad entre los administradores.

Cuál ha sido la polémica

Si el régimen legal es parece tan claro uno debe preguntarse realmente cuál es la polémica o dificultad en este asunto. Por una parte, si bien hay una cierta coherencia en las resoluciones de la Dirección General de los Registros y del Notariado, no faltan algunas discordancias entre calificaciones en los distintos registros.

Por otra parte, tal vez la cuestión más relevante en cuanto a la retribución de administradores sean las dos sentencias de 13 de noviembre de 2008 de la Sala 3ª del Tribunal Supremo. Ambas sentencias, casi idénticas se refieren a dos ejercicios económicos del a cervecera MAHOU y tratan, no tanto las cuestiones mercantiles societarias sino la deducibilidad del gasto correspondiente a la retribución de administradores en el Impuesto de sociedades.

En este sentido, dichas sentencias establecen que sólo tendrá considerado gasto deducible cuando la remuneración esté fijada de forma concreta en los estatutos sociales. Es precisamente la determinación del grado de concreción "acceptable" lo que llevó a generar cierta polémica. Así, de lo establecido en dichas sentencias parece entenderse que si se debe especificar con toda precisión. Es decir, que si hay un sistema variable, no se puede simplemente establecer un porcentaje máximo de participación en beneficios sino que tendrá que estipularse una cantidad concreta. Paralelamente, si la remuneración es fija, ésta deberá también especificarse de forma concreta. Obviamente, dado que en la práctica ninguna (o muy pocas) sociedades estipulan en sus estatutos un sistema de remuneración tan concreto y específico, estas dos sentencias tuvieron como efecto provocar lo que sería un cambio generalizado de estatutos para adatarlos a la nueva situación.

nistrateur s'il est fait mention dans les statuts, dûment inscrits dans le Registre de Commerce, que le poste est rémunéré.

Quelques exemples

Pour un plus grand éclaircissement, nous avons établi ci-après, à titre d'exemple, une série de clauses de rémunération des administrateurs, lesquelles, d'après notre expérience et savoir-faire, ont été admises par les Registres du Commerce. Cependant, il est important de prendre en compte le fait que, non seulement il faudra réviser cas par cas la situation et la rémunération concrète, mais que souvent les critères peuvent varier d'un Registre du Commerce à l'autre :

A) Montant fixe.

- Le poste d'administrateur sera rémunéré. La rémunération fera l'objet d'un montant annuel fixé à (***) euros. Ce montant sera actualisé annuellement, le 1er janvier, en fonction de l'I.P.C. publié par l'Institut National de Statistique ou l'organisme de substitution.
- La rémunération pourra être différente pour les différents administrateurs, suivant le critère de l'Assemblée Générale.
- Le poste d'administrateur sera rémunéré. Cette rémunération sera approuvée annuellement par l'Assemblée générale des actionnaires/associés et fera l'objet d'une rémunération fixe qui sera payée avec un caractère annuel/mensuel.
- Le poste d'administrateur sera rémunéré par une quantité fixe annuelle égale au double du salaire brut du directeur général de la société et qui sera répartie à parts égales entre tous les administrateurs.

B) Indemnités

- Le poste d'administrateur sera rémunéré par le biais d'une indemnité journalière pour l'assistance aux séances du Conseil d'Administration et lors de l'assistance à n'importe quelle activité nécessaire à l'exercice du poste de Conseiller. Ces rémunérations seront approuvées annuellement par l'Assemblée générale des actionnaires/associés.

C) Rémunération variable

Le poste d'administrateur sera rémunéré. Cette rémunération sera déterminée annuellement par l'Assemblée générale des actionnaires/associés et équivaldra à (***) % du résultat établi dans le bilan annuel de l'exercice précédent et approuvé par l'Assemblée générale. Ce pourcentage pourra uniquement être prélevé des bénéfices liquides après avoir été affecté à la dotation des réserves légales et statutaires, si elles existent, et aux autres dispositions légales et statutaires, et après avoir reconnu le droit des actionnaires/associés à un bénéfice de 4% ou au taux plus élevé que les statuts auraient prévu. La rémunération pourra être différente pour chaque administrateur, selon le critère de l'Assemblée générale.

"La Chambre Franco-Espagnole de Commerce et d'Industrie - "La Chambre" - et les auteurs des "Cahiers Juridiques" publiés avec ce bulletin, ont cherché à ce que toutes les informations qui y figurent soient conformes aux dispositions juridiques existant à la date de clôture de ce bulletin. Ils ne peuvent pas garantir que ça sera le cas ou que les opinions ou les interprétations qui sont reprises dans les "Cahiers Juridiques" soient nécessairement appropriés ou susceptibles d'être évaluées d'une manière différente ou interprétées autrement par des tiers ou par les parties concernées par cette analyse et/ou interprétation.

Les "Cahiers Juridiques" sont diffusés à titre informatif exclusivement. Ainsi, ni "La Chambre" ni les auteurs des "Cahiers Juridiques" assument aucune responsabilité quant aux contenus, aux opinions et interprétations figurant dans ceux-ci. Ils ne se responsabilisent pas pour les dommages et intérêts qu'ils pourraient causer à ceux qui font usage de cette information et/ou cessent (s'abstiennent) d'agir ou agissent suite à une information contenue dans cette publication. "La Chambre" rappelle à ses lecteurs l'intérêt de se faire assister par un conseil légal de qualité et indépendant toujours adapté à leurs besoins."

No obstante, dicha posición se ha ido "relajando" con posterioridad como resultado de distintas consultas a la Administración Tributaria llegándose a considerar como fiscalmente deducible cualquier retribución que perciba un administrador siempre que conste en los estatutos sociales inscritos en el correspondiente Registro Mercantil que el cargo es remunerado.

Algunos ejemplos

Para mayor claridad, a continuación establecemos, a modo de ejemplo, una serie de cláusulas de retribución de administradores, que a nuestro juicio y en nuestra experiencia, han venido siendo admitidas por los registradores mercantiles. No obstante, es importante tener en cuenta que, no sólo habrá que revisar caso por caso la situación y retribución concreta, sino que muchas veces los criterios del registrador mercantil pueden variar de uno a otro Registro:

A. Cantidad fija.

- El cargo de administrador será retribuido. La retribución consistirá en una cantidad anual que queda fijada en [***] euros. Dicha cantidad será actualizada anualmente, el día 1 de enero, con arreglo al I.P.C. publicado por el Instituto Nacional de Estadística u otro organismo que le sustituya.
- La retribución podrá ser diferente entre los distintos administradores, a criterio de la Junta general.
- El cargo de administrador será retribuido. Dicha remuneración será aprobada anualmente por la Junta general de accionistas/socios y consistirá en una retribución fija dineraria que se devengará con carácter anual/mensual.
- El cargo de administrador será retribuido por medio de una cantidad fija anual igual al doble del sueldo bruto del director general de la sociedad, la cual se repartirá a partes iguales entre todos los administradores.

B. Dietas.

- El cargo de administrador será retribuido mediante una dieta fija diaria por la asistencia a las sesiones del Consejo de Administración y por la asistencia a cualquier otra actividad necesaria para el desempeño de su cargo como Consejero. Estas dietas serán aprobadas anualmente por la Junta general de accionistas/socios.

C. Retribución variable.

El cargo de administrador será retribuido. Dicha remuneración será determinada anualmente por la Junta general de accionistas/socios y consistirá en el [***] % del resultado que aparezca en el balance anual del ejercicio inmediato anterior y aprobado por la junta general. Dicho porcentaje sólo podrá ser deducido de los beneficios líquidos y una vez dotadas las reservas legales y estatutarias, si existen, así como cubiertas las demás disposiciones legales y estatutarias y de haberse reconocido a los accionistas/socios un beneficio del 4% o el tipo más alto que los estatutos, en su caso, establezcan. La retribución podrá ser diferente entre los distintos administradores, a criterio de la junta general.

"La Cámara Franco-Española de Comercio e Industria - "La Chambre" - y los autores de los "Cuadernillos Jurídicos" publicados con esta Revista, han procurado que todas las informaciones contenidas en los mismos se ajustan a las disposiciones legales existentes en la fecha de cierre de la edición, pero no pueden garantizar que tal sea el supuesto ni que las opiniones o interpretaciones que se vierten en los "Cuadernillos Jurídicos" sean necesariamente adecuadas o susceptibles de ser analizadas de manera distinta o interpretadas de otro modo por terceros o por quien compete dicho análisis y/o interpretación.

Los "Cuadernillos Jurídicos" se divulgan a efectos exclusivamente informativos. Así, ni "La Chambre" ni los autores de los "Cuadernillos Jurídicos" asumen responsabilidad alguna por los contenidos de los mismos, ni las opiniones e interpretaciones que en ellos aparecen, ni asumen por tanto responsabilidad alguna por pérdidas y/u otros perjuicios, cualesquiera que sean, que pudieran ocasionarse a quienes hagan uso de estas informaciones y/o actúen o dejen de actuar al amparo o como consecuencia de alguna información contenida en esta publicación. "La Chambre" recuerda a sus lectores la necesidad de obtener un asesoramiento legal de calidad e independiente en cada caso, adaptado a sus necesidades."